

Ventes de véhicules au Canada et aux États-Unis — juin 2020

CANADA

La poussée des ventes d'automobiles au Canada s'est poursuivie en juin, quoiqu'à un rythme plus lent qu'à la levée des mesures de confinement en mai, alors que les ventes avaient affiché une progression de 46 % sur un mois (en données désaisonnalisées). Sur douze mois, les ventes ont reculé de 16 %, à une cadence annualisée de 1,6 million d'exemplaires (en données désaisonnalisées). Au deuxième trimestre, les ventes d'automobiles ont diminué de 45 % sur douze mois. À mesure que les concessionnaires rouvraient leurs portes et que la pandémie était contenue en grande partie, la demande comprimée (et possiblement une nouvelle demande découlant de la pandémie) a continué de stimuler la remontée des ventes d'automobiles après que celles-ci eurent atteint un creux en avril. La tendance à la hausse de la confiance des consommateurs s'est également maintenue (affichant une progression de 16 points de base en juin, d'après le Conference Board), mais cet indicateur de confiance demeure environ deux tiers en deçà de son pointage enregistré avant la pandémie. De nouveaux emplois devraient être créés en juin (ce qui n'a toutefois pas été confirmé) à mesure que la reprise des activités en Ontario se reflète dans les données des rapports économiques. Toutefois, le taux de chômage devrait demeurer élevé durant plusieurs années, tout au long de la reprise économique.

Pour le moment, nous maintenons nos prévisions quant à des ventes annuelles de 1,5 million d'exemplaires pour 2020, prévoyant une reprise potentielle des ventes d'automobiles plus vigoureuse que prévu dans l'éventualité d'une reprise réussie des activités économiques. Néanmoins, nos prévisions tiennent aussi compte d'un risque de baisse, reflétant notamment la suite des événements aux États-Unis et leurs répercussions sur l'économie canadienne.

ÉTATS-UNIS

La remontée des ventes d'automobiles aux États-Unis s'est atténuée en juin, les ventes progressant de 7 % sur un mois après avoir enregistré un bond de 41 % sur un mois en mai. En juin, les achats ont malgré tout reculé de 26 % sur douze mois, un peu plus de 13 millions de véhicules étant vendus au cours du mois (en taux annuel désaisonnalisé). Ce constat se reflète dans les ventes enregistrées au deuxième trimestre, en baisse de 33 % sur douze mois. De nombreux facteurs ont probablement freiné les ventes en juin, entre autres une nouvelle percée des cas de COVID-19 dans certains des États américains les plus peuplés. Des promotions peu alléchantes ont également gêné la demande, alors que les stocks étaient à leur plus bas en neuf ans au début du mois, selon Wards Automotive. La confiance des consommateurs, particulièrement en ce qui concerne leur intention d'acheter une automobile, a continué d'augmenter, quoiqu'à un rythme plus lent, progressant de 0,4 point de base en juin selon le Conference Board. En juin, 4,8 millions d'emplois ont été créés aux États-Unis, une belle surprise qui a abaissé le taux de chômage à 11,1 % (13,3 % en mai). Toutefois, ces données ont été recueillies au cours de la deuxième semaine de juin, soit avant la percée importante de nouveaux cas de COVID-19. Officiellement, 1,4 million d'Américains ont effectué une demande d'indemnité de chômage au cours de la dernière semaine du mois de juin seulement. Des tensions persistantes sur le marché de l'emploi à court terme et un taux de chômage élevé à moyen terme gêneront les ventes d'automobiles en contexte de reprise économique.

Nous maintenons nos prévisions pour les ventes de véhicules neufs aux États-Unis à 13,5 millions d'exemplaires vendus en 2020, celles-ci étant largement tributaires de la capacité des différents paliers gouvernementaux à gérer la pandémie et à relancer graduellement l'économie. Même si la plupart des états vont de l'avant dans leurs plans de relance, la confiance des consommateurs pourrait influencer grandement sur les ventes d'automobiles si les cas de COVID-19 continuent d'augmenter.

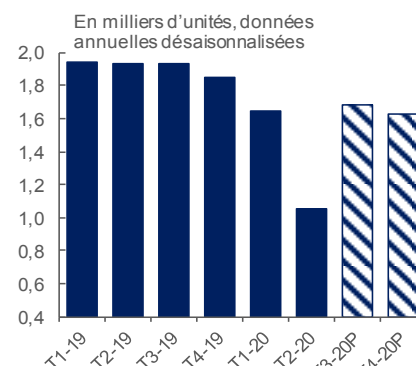
RENSEIGNEMENTS

Rebekah Young, première directrice, Politiques économiques provinciales et fiscales
416.862.3876
Scotiabank Economics
rebekah.young@scotiabank.com

Ventes de véhicules au Canada et aux États-Unis			
	Mai '20	Jun '20	Cumul annuel
(évolution en % sur un an en données non désaisonnalisées)			
Canada	-45	-16	-35
É.-U.	-30	-26	-24
(évolution en % sur un mois en données désaisonnalisées)			
Canada	127	46	-30
É.-U.	40	7	-22

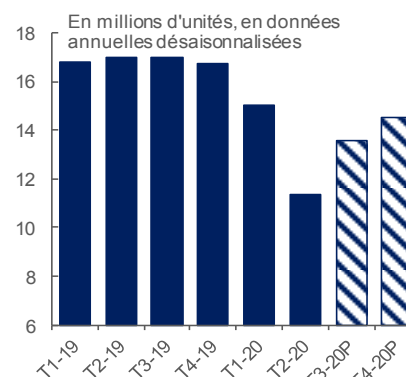
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Wards Auto, DesRosiers Automotive Consultants Inc.

Ventes de véhicules légers au Canada



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, DesRosiers Automotive Consultants Inc.

Ventes de véhicules légers aux États-Unis



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Wards Automotive Group.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.